

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

299 rue du General De Gaulle
59700 Marcq en Baroeul

Tél : +33787141201
Mél : frederick.joly@bureauveritas.com

N° affaire : 27234881/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : Aménagement des plateaux de la CPAM
35 RUE DESCARTES
62100 CALAIS

Destinataire :

CAISSE PRIM ASSUR MALADIE COTE
Grégory MALAHIEUDE
35 RUE DESCARTES
62100 CALAIS

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/06/2025	Rev0		Frederick JOLY

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	17
3.3.2. Plan d'installation de chantier	17
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	19
4.1. Définition des séquences d'interventions	19
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	21
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	21
4.3.2. Déplacement de protection collective	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	22
4.4. Equipement de levage	22
4.4.1. Autorisation de survol	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	22
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	23

4.5.1. Approvisionnements et stockage	23
4.5.2. Travaux superposés	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	23
4.5.4. Protection contre le bruit	23
4.5.5. Protection contre l'incendie	23
4.5.6. Travaux en hauteur	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	24
4.6. Moyens communs	24
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents	25
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	25
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	26
5.1. Stockages sur le chantier	26
5.2. Nettoyage	26
5.3. Enlèvement des déchets	26
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	27
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	28
6.1. Déclarations particulières	28
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	28
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	28
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	29
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	29
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	29
6.7. Cas particulier	29
7. ORGANISATION DES SECOURS	30
7.1. Téléphone de secours	30
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	30
7.3. Travail isolé	30
7.4. Procédure d'organisation des secours	30
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	30
7.6. Point de rencontre secours	31
7.7. Modèle de fiche de secours	32
ANNEXES AU P.G.C.	33

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'Oeuvre
- des diagnostics amiante

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste en la restructuration du siège de la CPAM à Calais.

Les travaux comprennent le curage de l'existant,
le réaménagement des espaces intérieurs concernés,
l'adaptation des réseaux techniques dans la zone d'intervention
la mise en conformité relative à la sécurité incendie du bâtiment.

L'opération se déroule sur un site occupé.

Des enduits amiantés de rebouchage en plafond sont présents.

Les travaux envisagent des opérations à proximité de zones amiantées avec mode opératoire (en sous-section 4).



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offres restreint.

Mode de passation des marchés : lots séparés.

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 novembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18

Phasage des travaux: Se référer au planning marché

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Lots prévus :

- LOT 1 – CURAGE/GROS OEUVRE
- LOT 2 – PLATRERIE/MENUISERIES INTERIEURES/FAUX PLAFONDS
- LOT 3 – CARRELAGE/FAIENCES
- LOT 4 – PEINTURE/SOL SOUPLE
- LOT 5 – ELECTRICITE
- LOT 6 – PLOMBERIE/CHAUFFAGE/VENTILATION

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 15

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CAISSE PRIM ASSUR MALADIE COTE	35 RUE DESCARTES 62100 CALAIS	gregory.malahieude@assurance-maladie.fr	Grégory MALAHIEUDE
Maîtrise d'œuvre	MV2 Architectes	8, rue Armand CARREL 59000 LILLE	06 25 40 61 84 pierre@mv2architectes.com	Pierre LELEU
Bureau d'étude	BA BAT	Z.I. - 980, avenue Charles Pecqueur 62620 RUITZ	06 07 09 63 94 yannic.decamps@ba-bat.com	Yannick DESCAMPS
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL	Quai Gambetta - Immeuble D CS 40602 62321 BOULOGNE SUR MER cedex	ddets-uc4@pas-de-calais.gouv.fr	Madame, Monsieur,
CARSAT	CARSAT HAUTS DE FRANCE	11 allée VAUBAN 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	contactprevention@carsat-nordpicardie.fr	Madame, Monsieur,
OPPBTP	OPPBTP HAUTS DE FRANCE	PARC EUROPE Bat 10 340 Avenue de la Marne 59700 MARCQ-EN-BAROEUL	hautsdefrance@oppbtp.fr	Madame, Monsieur,
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION..	Aéroport International du Touquet - Côte d'Opale 62520 Le Touquet-Paris-Plage	0787141201 frederick.joly@bureauveritas.com	Frédéric JOLY

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se référer aux pièces marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

L'accès au chantier se fait par la rue Descartes.

L'accès pour les transports de 18t et plus se fait par la reue d'Alembert. Attention, prévenir la CPAM 48heures à l'avance.

Les sens d'entrée et de sortie du chantier seront imposés par la MOA en fonction des chantiers en cours sur le site..

Les horaires de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur et ne pourront excéder une plage horaire entre 7h et 20h, conformément à la réglementation sur les nuisances sonores apportées aux avoisinants.

Pour ce qui concerne les samedis, dimanches et jours fériés, des demandes explicites devront être transmises préalablement par les Entreprises auprès des organismes de sécurité agréés, avec copie aux Maître d'Ouvrage et CSPS, pour l'obtention des autorisations réglementaires avant intervention sur le site.

A LA CHARGE DU LOT 1

Demandes de branchement et de voirie ainsi que les frais des installations, raccordements et branchements seront à la charge de la dite entreprise.

L'entrepreneur réalise les pistes de chantier provisoires, correspondant aux besoins de circulations et stokage du chantier de bâtiment, et à l'emprise des installations de chantier.

Réseaux provisoires de chantier

L'Entrepreneur exécute ou fait exécuter en accord avec les différents concessionnaires, les divers branchements et réseaux provisoires d'alimentation en eau, d'assainissement et d'électricité, nécessaires pour les besoins du chantier.

Branchements provisoires d'eau

L'entreprise prévoit les raccordements des installations de chantier et du chantier (points d'eau extérieur), ainsi que leur entretien.

Le **LOT 6** prévoira la mise en oeuvre de points d'eau fixes dans les bâtiments y compris raccordement sur les points d'eau extérieurs.

Branchements provisoires d'électricité

Les branchements provisoires, les compteurs de chantier, les raccordements des installations de chantier et l'alimentation des armoires principales du chantier, sont à la charge de l'Entrepreneur .

La distribution électrique du chantier à l'intérieur de l'ouvrage y compris les armoires électriques secondaires, les points de raccordement et l'éclairage des circulations, est à la charge du **LOT 5**, tout comme l'entretien de ces installations et leurs déplacements selon les besoins du chantier.

Les dépenses sont soumis au compte prorata géré par le LOT 1.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

A LA CHARGE DU LOT 1 (gestion au compte prorata)

L'entreprise mettra en oeuvre une clôture de chantier provisoire qui permettra de sécuriser le site, ainsi qu'un portail d'accès provisoire.

La clôture pourra être réalisée soit en barrière de type Heras soit en tôle de bardage sur potelet bois.

Hauteur : 2m minimum.

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières.

En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

• Des panneaux réglementaires seront mis en place, sur l'ensemble de la clôture :

- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,
- « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

Le **LOT 1** mettra en place toute cloison étanche afin de séparer la zone travaux des zones en exploitation.

Ces cloisons devront être étanches à la poussière

Toutes les zones d'intervention devront être interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public... ceux-ci jusqu'à la fin du chantier

=> La fermeture du chantier sera assurée journalièrement par l'entreprise pour sa partie et par les entreprises intervenantes jusqu'à la fin des travaux de démolition.

3.2.2. Accès

A LA CHARGE DU LOT 1 (gestion au compte prorata)

Accès piétons:

Extérieur chantier - Ils doivent être conservés ou à défaut remplacés par un accès provisoire.

L'accès piétons doit être séparé des accès VL et PL et être maintenu et entretenu durant la totalité des travaux

Intérieur chantier - Ils devront être conservés et toujours accessibles aux ouvriers et exploitants.

Le nettoyage de l'accès devra être assuré autant que de besoin.

Accès véhicules:

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Ouvrage.

Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

Les travaux sont à exécuter dans l'emprise telle qu'indiquée par les limites d'opération figurées sur les plans.

Les travaux peuvent impacter les accès internes au CPAM.

Une attention particulière sera apportée à la gestion des accès afin de limiter l'impact sur le trafic et pour ne pas perturber l'exploitant, les services de secours,

3.2.3. Circulations

Circulations extérieures

Il est impératif de ne pas encombrer les abords et circulations.

Elles sont maintenues propres et dégagées.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Les manoeuvres et évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer, que sous la conduite d'une ou

plusieurs personnes, chargées du guidage des opérateurs et de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Les entreprises doivent conduire leurs travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables, les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

Circulations intérieures

Elles sont maintenues propres et dégagées.

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

Balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent des véhicules.

Eclairage des zones où le personnel est amené à circuler. (Mise en place éclairage dans les circulations intérieures (LOT5) et extérieures (LOT 1))

Interdiction d'y d'entreposer du matériel et des matériaux.

Maintenir propre par Tous les Corps d'état (TCE)

Circulations hors de l'emprise du chantier

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- aux services de d'urgence,
- aux véhicules pompiers et ambulances,
- aux piétons et aux véhicules,
- aux livraisons,

aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

Organisation du trafic extérieur

L'entreprise devra organiser le trafic des camions pour :

- l'approvisionnement des matériels et matériaux,
- faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet,

TOUS LES LOTS : Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur les voies d'accès de la CPAM.

3.2.4. Signalisation

A LA CHARGE DU LOT 1

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'OEuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires.

Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'Ouvrage aurait usé du droit qui vient d'être défini, l'entreprise sera seule responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

NB: dans le cas où des modifications doivent être modifiées sur les signalisations existantes aux abords du chantier, le lot 1 devra se rapprocher des services administratifs concernés.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier, est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier établi **par le lot 2**.

Les entreprises mettront tout en oeuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

3.2.6. Stockage

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS et informer l'Entreprise du LOT 1 de leurs besoins en surface de stockage de matériaux sur le chantier.

Celles-ci seront repérées sur le plan d'installation de chantier.

Dans le cas de stockage et d'utilisation de matériaux dangereux, joindre les fiches de données de sécurité des produits au PPSPS et respecter les dispositions en matière de sécurité. Mettre en oeuvre un conteneur sur lequel seront apposés les signaux danger correspondants. Extincteurs adaptés à la nature du risque en quantité suffisante, à affecter à proximité immédiate. Implantation à l'écart des cantonnements et en dehors des bâtiments.

Les stockages ne seront admis que dans l'enceinte clôturée des zones en travaux.

Aucun stockage de produit dangereux ne sera admis dans le bâtiment existant. Les entreprises prévoieront des containers en conséquence.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement du chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes et les dépenses de consommations, soit :

Branchement et distribution de l'eau potable.

Branchement et distribution de l'électricité.

L'entreprise devra assurer la mise en oeuvre, l'entretien et la maintenance pendant toute la durée du chantier.

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Si les travaux réalisés impactent l'écoulement naturel des eaux, l'entreprise du LOT 1 devra prendre les dispositions adéquates pour ne pas impacter l'environnement proche / tiers...

Chaque entreprise devra mettre en place un coffret individuel muni d'une protection 30 mA, afin de ne pas se brancher en direct sur les réseaux existants des logements.

Avant toutes interventions de démolition dans les logements, les consignations de tous les réseaux doivent être assurées par le Lot concerné. (eau, électricité, gaz ...)

Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS).

A la charge du LOT GROS OEUVRE : Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement du chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, les droits et taxes.

Mise en place du coffret général (en extérieur)

Les dépenses de consommation sont réparties au compte prorata.

A la charge du LOT GROS OEUVRE :

Distribution de l'eau potable : Mise en place de point d'eau potable à tous les niveaux.

Plusieurs points d'eau seront ramenés sur le chantier selon les besoins et les impératifs sanitaires en vigueur.

Le réseau d'eau devra être hors gel.

A la charge du LOT PLOMBERIE :

Distribution de l'eau : Mise en place de point d'eau à tous les niveaux.

A la charge du LOT ELECTRICITE :

Distribution de l'électricité : Mise en place des coffrets de répartition

L'électricité sera amenée par des postes distributeurs et armoires en quantité suffisantes pour éviter les rallonges électriques supérieures à 25m.

Une vérification électrique sera réalisée avant le démarrage .

Les circulations intérieures du chantier seront éclairées à l'avancement.

Eclairage extérieur à la charge **du LOT 1**

Eclairage zone de travail : Mise en place par les entreprises concernées.

Si les travaux réalisés impactent l'écoulement naturel des eaux, l'entreprise titulaire devra prendre les dispositions adéquates pour ne pas impacter l'environnement proche / tiers...

3.2.8. Cantonnements et entretien

A LA CHARGE DU LOT 1 (gestion au compte prorata)**Locaux d'hygiène et de vie :**

Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.

L'ensemble de la zone cantonnement sera aménagé sur une plate-forme préalablement préparée pour recevoir ces équipements et permettre de maintenir pendant toute la durée du chantier une zone cantonnement parfaitement praticable.

Les cantonnements seront reliés au domaine public par des voies de circulation destinées aux piétons qui pourront accéder et quitter ces installations en tenue de ville.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.

Le réseau d'eau potable devra être hors gel.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

Sont prévus tous les branchements et raccordements nécessaires au bon fonctionnement des installations de chantier, ainsi que toutes les démarches administratives, le règlement des droits et taxes et les dépenses de consommations, soit :

Branchement et distribution de l'eau potable.

Branchement et distribution de l'électricité.

Réseau d'évacuation et raccordement aux égouts.

Nota : Un sanitaire/vestiaire indépendant devra être installé pour tout le personnel féminin sous les mêmes dispositions que pour le personnel masculin.

L'entreprise devra en assurer l'entretien et la maintenance pendant toute la durée du chantier.

Sanitaires :

Ils seront installés et raccordés, par l'entreprise avant le début des travaux pour tous les corps d'état, jusqu'à réception des travaux.

Le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devra être effectué au moins une fois par jour par l'Entreprise principale. Les parois de ces installations devront être lessivables.

Ils comprendront :

Un lavabo pour 10 personnes.

Une douche pour 20 personnes. (Travaux insalubres)

Eau potable et à température réglable.

Un WC et un urinoir pour 20 hommes et de 2 cabinets pour 20 femmes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.

Réfectoires :

Ils comprendront :

Tables et chaises en nombre suffisant.

Appareil de réchauffage.

Eau potable.

Réfrigérateur

Vestiaires :

Ils comprendront des bancs et des armoires vestiaires individuelles.

Le sol des locaux sera lessivable. L'entretien de ces locaux sera effectué quotidiennement par l'entreprise.

Bureau général de chantier :

Une salle de réunion sera mise à disposition par la CPAM

Bureau de chantier des entreprises :

En accord avec le maître oeuvre, les entreprises pourront installer sur le site leurs bureaux de chantier.

Chaque entreprise fera son affaire de ses propres installations sur les emplacements définis par le maître oeuvre.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le chantier est maintenu en constant état de propreté.

Pendant la durée des travaux, il est exigé que ne soit apporté aucun trouble de jouissance aux riverains, aux voiries, au trafic de circulation, en dehors de la zone de travaux.

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur Sécurité et le MOE. Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière dans les circulations et postes de travail.

Leurs mises en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec le maître d'Ouvrage, le maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise devra :

- Le nettoyage complet de tous ses abords, enlèvements périodiques des gravois stockés à l'extérieur,
- Le tri des matériaux dans les bennes prévues à cette effet.
- le nettoyage de sa zone de travail conformément aux pièces écrites.

En cas de défaillance d'une entreprise, après rappel, le MOE fera procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage des zones concernées.

Voiries extérieures au chantier à charge du GO ou lot VRD suivant phase travaux

Le Nettoyage final :

A charge et au frais du LOT PEINTURE

Il est effectué à ses frais par une entreprise spécialisée il comprend le nettoyage des vitres, des menuiseries, des sols, des appareils sanitaires et électrique (boutons, interrupteurs etc.) les faïences murales et les abords du bâtiment, le nettoyage des boiseries.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le Maître d'ouvrage à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT 1** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières existantes,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT 1** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Accès	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Circulations	LOT 1	LOT 1	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation	LOT 1	LOT 1	Jusqu'à la fin des travaux
Stationnement	LOT 1	LOT 1	Jusqu'à la fin des travaux
Stockage	LOT 1	LOT 1	Jusqu'à la fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	LOT 5 et LOT 6	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret électrique général	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT 5	LOT 5 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Cantonnement	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Infirmierie de chantier	Sans objet		Jusqu'à la fin du chantier
Nettoyage hors cantonnement	TCE	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
PIC	LOT 1	LOT 1	Jusqu'à la fin des travaux
Protections collectives	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux
Accès hauteur communs	TCE	TCE	Jusqu'à la fin des travaux
Déchets - Gravats	LOT 1	LOT 1 (Gestion au compte prorata)	Jusqu'à la fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 DEMOLITION - CURAGE			Stabilité, renversement Engins et matériels	Clôture de zones Plan de démolition
2 TCE			Environnement naturel Chute d'objets, éclats Produits dangereux Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Inhalation poussières	La chaussée doit être maintenue dans l'état de propreté. Fermeture du chantier. Respect du plan d'installation de chantier. Coactivité : superposition et juxtaposition de tâche interdites. Respect des Fiches de données de sécurité. Moyens de travail en hauteur conformes, en bon état et adaptés. Formation du personnel. . Permis Feu Pv de vérification de l'installation électrique

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - DEMOLITION - CURAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer et les rendre étanches.	Respecter les balisages et zones clôturées
Engins et matériels	Plan de démolition indiquant les zones de stockage, de démolition et les aires d'évolution des engins.	Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.

Séquence : 2 - TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	Une attention très particulière doit être portée à la bonne tenue des clôtures de chantier. Maintien des abords du chantier en état de salubrité.	Chaque entreprise doit veiller à la fermeture des clôtures. Évacuation régulière des déchets.
Chute d'objets, éclats	Coactivité : superposition et juxtaposition de tâche interdites. Balisages des zones de travail. Périmètre de sécurité lors des travaux en hauteur et levage.	Respect des balisages, de la signalisation, des périmètres de sécurité.
Produits dangereux	Risque d'exposition à des substances chimiques : Les produits mis en oeuvre doivent être indiqués dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise en joignant les fiches de sécurité. En cas de produit nocif ou toxique, avec mention des antidotes et premiers soins à dispenser. Dans le cas des travaux de peinture et de revêtements de sols collés, les locaux devront être parfaitement ventilés. Lorsque les conditions le permettront la mise en service de la ventilation mécanique sera assurée.	Respect des balisages, de la signalisation, des périmètres de sécurité. Eviter la coactivité.
Travail en hauteur	- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.	Convention de prêt à réaliser si mise en commun.
Contact électrique direct ou indirect	Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à	Respecter les balisages en place et ne pas ouvrir les coffrets de chantier.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Intervenir sur les coffrets de chantier. Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	
Manutention manuelle	Les moyens de levage appropriés doivent être utilisés conformément à leur capacité. Dégager et baliser les zones d'évolution et de manutention. Utiliser en priorité des auxiliaires mécaniques. A défaut, respect des règles en terme de portage.	Respecter la norme Afnor concernant la manutention manuelle
Inhalation poussières	Les entreprises devront gérer la poussière par aspiration, humidification ou toute autre méthode supprimant ce risque. Poussières concernées : Silicate, bois, laine de verre,	Port des masques FFP3 et en général éviter la coactivité simultanée

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **LE LOT 1** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par **LE LOT 1**.

En cas de modification ou de retrait de la protection collective du aux impératifs de construction

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Une entreprise désignée par la MOA est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Une entreprise désignée par la MOA qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le

nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-

forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisée.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'ensemble des entreprises intervenantes se doivent de nettoyer et évacuer leurs déchets quotidiennement dans les bennes mises en place par le lot GO.

Les déchets doivent être triés.

Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Mise en place et gestion des bennes par **Le LOT 1 (gestion au compte prorata).**

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Les lieux de stockage des déchets ou gravois sur le chantier seront précisés sur le plan d'installation de chantier.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets et gravois jusqu'aux bennes mises à sa disposition.

Aucun stockage ou dépôt sauvage de déchets ou gravois ne sera toléré sur le chantier.

Rappel :

1. DECHETS INERTES : terres et matériaux de terrassements non pollués, béton armé, pierres, briques, carrelages, ardoise, laine de roche, enrobés bitumineux, asphalte coulé.....
2. DECHETS DANGEREUX (DIBS) : bois traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds, amiante, accumulateurs, piles, peintures, solvants, accessoires et matériaux souillés, (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants...), agents chimiques (ignifuges, pesticides...), huile (vidange...), tubes fluorescents.....
3. DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) : bois non traités, déchets verts, plâtres, métaux, matières plastiques, caoutchouc, pneus, textiles, moquettes, colles et mastics à l'eau, polystyrènes expansés, verre.....
4. les emballages sont traités à part mais obligatoirement valorisés.

IL EST RAPPELE QUE TOUT BRULAGE EST INTERDIT

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet (travaux dans l'enceinte de la CPAM)
- Autorisations concessionnaires - A demander pour les branchements en fluide et tout à l'égout du chantier.
A obtenir pour tous travaux à proximité des réseaux en service.
Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous-traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les précautions à prendre pour la sécurité du personnel et du public.

De ce fait, les entreprises devront prendre toutes les dispositions quant à la sécurité, en laissant des accès libres et propres pour les piétons et circulaire pour services de la CPAM et des services de secours.

Les nuisances sonores seront limitées au strict nécessaire.

La gestion des poussières et du bruit devra être assurée par l'ensemble des entreprises.

Tous travaux entraînant une dispersion de poussières devront faire l'objet d'une mode opératoire particulier afin de limiter les dispersions (brumisation ...)

Le nettoyage de la chaussée doit être quotidien ou au minima dès que des salissures sont constatées.

Ce nettoyage doit être assuré par l'entreprise responsable de cet état.

En cas de non-réalisation de ce nettoyage, le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage pourront, sans préavis, demander l'intervention d'une entreprise spécialisée ou d'un autre entrepreneur au frais de l'entreprise défaillante.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Le chantier de construction se situe au coeur de la CPAM en activités.

Les accès seront communs aux chantiers et seront soumis à un respect des sens circulations établies par la MOA.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Travaux dans l'existant

Un permis feu devra être réalisée avec la MOA.

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles de créer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

6.7. Cas particulier

Des locaux témoins peuvent être mis en place suivant les indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

La sécurisation des accès est sous la responsabilité de l'entreprise assistée, éventuellement, des lots techniques concernés (protection contre chute d'objet, chute de hauteur & chute de plain-pied, etc . . .).

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel:

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Parking extérieur

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : Aménagement des plateaux de la CPAM

Adresse : 35 RUE DESCARTES 62100 CALAIS

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Parking extérieur

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_MESA
- DHOL 1